

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je suis sûr que nos fonctionnaires ont étudié cette question. Je n'ai toutefois pas souvenir que ces instances m'aient été communiquées. Il est probable que le ministre les étudie lui-même.

* * *

LE DÉSARMEMENT

ON PROPOSE DE RÉUNIR DES HOMMES POLITIQUES AMÉRICAINS ET RUSSES

M. Stanley Hudecki (Hamilton-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Elle porte également sur la question du désarmement mondial, mais d'un autre point de vue. Lorsque je me suis rendu dernièrement aux Nations Unies en tant que membre des Parlementaires pour l'ordre mondial, j'ai été consterné de voir le manque de compréhension et de confiance qui régnait entre les représentants de l'Union soviétique et des États-Unis au sujet du désarmement mondial lors d'une tribune libre sur ce sujet.

Le premier ministre, afin de réduire les tensions internationales et de favoriser une compréhension mutuelle entre les deux superpuissances en matière de désarmement, serait-il prêt à user de ses bons offices pour réunir sous peu des représentants du Sénat américain et du Politburo de l'Union soviétique, des hommes politiques qui ont le pouvoir voulu pour apporter des changements, afin qu'ils puissent se rencontrer et discuter face à face de problèmes d'intérêt commun, mieux se connaître et établir le climat de confiance nécessaire à la conclusion d'une entente sur la limitation des armes nucléaires?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, l'idée du député est très intéressante. Chose certaine, les hommes politiques à tous les niveaux devraient s'intéresser à cette question autant que le député. Je pense que ce n'est pas une mauvaise idée du tout de réunir des membres du Sénat américain et du Politburo soviétique, afin qu'ils puissent échanger leurs points de vue.

* * *

● (1450)

L'ÉNERGIE

LES RESSOURCES SOUS-MARINES—LES NÉGOCIATIONS AVEC TERRE-NEUVE

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet du gisement d'Hibernia, au large des côtes de Terre-Neuve. Le ministre convient-il que le premier ministre Peckford, qui se trouve actuellement à Ottawa, semble avoir fait quelques concessions dans ce litige, sur le plan, par exemple, de la copropriété des ressources? Le premier ministre provincial semble disposé à reprendre les négociations avant que la Cour suprême du Canada n'ait rendu

son jugement. Le ministre est-il d'accord avec ce que je viens de dire? En outre, pouvons-nous nous attendre à ce que le gouvernement fasse de même?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je ne puis évidemment rien dire au nom de M. Peckford, ni spéculer sur ce qu'il a en tête. Je puis dire au député que nous n'avons jamais quitté la table de négociation. M. Peckford a refusé de nous rencontrer le 16 février dernier, comme nous le lui demandions, et il a préféré saisir la Cour de cette affaire. Depuis lors, il a toujours refusé de négocier.

Je me suis entretenu avec M. Marshall il y a quelques semaines. Je lui ai demandé s'il acceptait de venir à la table de négociation, mais il a refusé. Il a accepté de me rencontrer, mais à condition qu'il ne s'agisse que d'un simple entretien, et pas d'une séance de négociation. Par conséquent, le gouvernement fédéral n'a jamais quitté la table de négociation. Nous ne l'avons jamais quittée.

Si M. Peckford ou ses représentants veulent reprendre les négociations, nous sommes tout prêts à le faire. Nous les attendons. Nous n'avons jamais dit que nous refusions de négocier pendant que l'affaire était devant les tribunaux. Nous sommes tout à fait prêts à négocier. En fait, nous avons affirmé clairement, comme nous l'avons fait avec la Nouvelle-Écosse, que nous sommes disposés à conclure une entente qui sera maintenue quelle que soit la décision éventuellement rendue par le tribunal.

La situation est claire et nette: nous sommes tout à fait disposés à négocier, et nous l'avons toujours été. Ce sont les représentants du gouvernement de Terre-Neuve qui ont quitté la table de négociation.

M. Waddell: Madame le Président, la réponse n'est pas satisfaisante en ce sens que . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Malone: Ne l'obligez pas à recommencer.

LA QUESTION DE LA COPROPRIÉTÉ

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Madame le Président, permettez-moi de poser une question supplémentaire au ministre. Le premier ministre Peckford parle maintenant de copropriété des ressources. Il s'agit là d'une nouveauté qui paraît raisonnable. Le ministre parle de propriété fédérale. Est-il au courant que le pays est aux prises avec une crise économique et qu'il faut de la collaboration et non de l'affrontement? Le ministre est-il disposé à envisager la copropriété sur la côte est, et par exemple à négocier avec le premier ministre Bennett sur la côte ouest vu le différend qui existe là-bas, et avec le premier ministre Peckford sur la côte ouest, avant la fin de l'été? Cela montrerait aux Canadiens que la collaboration est possible dans ce pays et que l'on arrive à se mettre d'accord. Pourquoi ne pas le faire sur le principe de la copropriété des ressources?